

LA PARTITION DE L'INDE ET LA QUESTION IRRÉSOLUE DU CACHEMIRE

(3^{ème} partie)

<http://www.jaia-bharati.org/cachemire/question-kashmir3.htm>

L'agression pakistanaise et le conflit de 1947-1948. Accession du Jammu-Cachemire à l'Union indienne.

Dans le cadre du transfert des pouvoirs entre l'administration coloniale et les deux nouveaux dominions, l'intransigeant Jinnah, contrairement à ce qu'il avait déclaré aux Britanniques, exige et obtient le poste de Gouverneur général du Pakistan, alors qu'aveuglément Nehru et le Congrès prient l'Anglais Lord Mountbatten d'accepter celui de Gouverneur général de l'Inde, mettant ainsi indirectement l'Inde indépendante sous la tutelle du gouvernement britannique, hier encore son oppresseur. Nehru, quant à lui, devient le Premier ministre de l'Union indienne. Plus affligeant encore, Lord Mountbatten se voit aussi confier par les dirigeants indiens le poste de Président du Comité de Défense chargé de la sécurité du territoire indien. Trahissant sans état d'âme la confiance naïve des responsables du Congrès, Lord Mountbatten, peu scrupuleux des devoirs de sa fonction, usera de sa position qui lui donne accès à des informations classées « secret défense » et, en bon sujet de Sa Majesté, influera sur les décisions du Comité afin de préserver les intérêts britanniques lors du conflit qui va suivre l'invasion de l'État du Jammu-Cachemire par le Pakistan.

Au cours des négociations qui précéderont la partition, la plupart des États princiers se trouvant entourés par le territoire de la nouvelle Union indienne, leurs dirigeants choisirent donc, plus ou moins naturellement, le rattachement à celle-ci et

signèrent « l'Instrument of Accession », conformément à l'autorité que leur conférait « l'Indépendance Bill »¹.

Dans les semaines qui suivent la partition, Hari Singh, le Maharaja de l'État du Jammu-Cachemire, hésite toujours entre le rattachement de son État à l'Union indienne ou l'indépendance. Du fait de l'hostilité des responsables de la Ligue musulmane à son endroit parce qu'il est hindou, Hari Singh n'envisage pas le rattachement au Pakistan. Ce qui est inconcevable pour Jinnah et les dirigeants pakistanais, la vallée du Cachemire peuplée majoritairement de musulmans devant leur revenir conformément à la théorie des deux nations et à l'idéologie pan-islamique qui ont présidé à la création du Pakistan, État islamique créé par les musulmans pour les musulmans indiens. Aussi vont-ils planifier l'invasion du Jammu-Cachemire afin de se l'approprier par la force.

À la mi-septembre, des milliers de mercenaires pachtounes² venant des régions tribales du Nord-ouest limitrophes de l'Afghanistan, auxquels se mêlent des commandos pakistanais habillés en civils, pénètrent secrètement dans l'État du Jammu-Cachemire et l'envahissent, pillant et brûlant les villages sur leur chemin, enlevant et violant les femmes tant hindoues, que sikhs ou musulmanes³, tels les

¹ Le crédit en revient essentiellement à la politique habile et ferme de Sardar Valabhbhai Patel et de son lieutenant V.P. Menon qui surent convaincre les souverains de ces centaines d'États d'opter pour l'Union indienne. Valabhbhai Patel n'hésita pas à employer la force pour garder dans le giron de l'Union indienne les États princiers de Hyderabad et du Junagadh, peuplés majoritairement d'hindous mais dirigés par des musulmans, afin de bâtir une structure unifiée politiquement et territorialement.

² Les Pachtounes sont des tribaux musulmans vivant dans les provinces situées de part et d'autre de la ligne Durand qui délimite la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. Du nom d'un haut diplomate anglais, Sir Mortimer Durand qui la traça en 1893 d'un trait de plume sur une carte, la ligne Durand partage les régions pachtounes autrefois afghanes, entre ces deux pays. À ce jour, les Pachtounes ne la reconnaissent toujours pas et la traversent comme bon leur semble dans les deux sens. De nombreux Talibans et jihadis d'Al Quaïda ont trouvé refuge lors de la guerre d'Afghanistan consécutive aux attentats du 11 septembre 2001 dans la partie pakistanaise, le Pakhtunistan (la North-West Frontier Province – NWFP – du Jammu-Cachemire historique)..

³ Le 14 août 1951, des responsables musulmans indiens, parmi lesquels le Dr Zakir Hussain, Vice-chancelier de l'université musulmane d'Aligarh et futur Président de l'Inde, soumettront un mémorandum au Dr Frank Graham, représentant des Nations Unies chargé du dossier cachemiri, dans lequel ils dénoncent les brutalités des forces pakistanaises envers les musulmans cachemiris : « Il est à noter, s'indignent-ils, que les mêmes musulmans pakistanais qui souhaitent aujourd'hui que les musulmans cachemiris se joignent à eux, envahirent le Cachemire en octobre 1947, tuant et pillant ces musulmans, violant les femmes musulmanes, sous prétexte de ce qu'ils ont décrit comme étant la libération de leurs frères musulmans de cet État. »

anciens envahisseurs afghans. Le royaume du Cachemire retrouve la barbarie dont il avait souffert au 18^{ème} siècle sous le joug des émirs de Kaboul.

Le 22 octobre 1947, les commandos pakistanais et leurs mercenaires pénètrent dans la vallée du Cachemire. Malgré la vaillante résistance de la petite armée de l'État aidée de la population – toutes religions confondues – les assaillants, en surnombre et mieux équipés, progressent rapidement en direction de Srinagar, la capitale. La prise de Srinagar et de son aéroport signifierait la fin de l'État du Jammu-Cachemire et son annexion de fait par le Pakistan. D'autre part, le sort des nombreux civils sikhs et hindous qui ont trouvé refuge à Srinagar après avoir fui les persécutions au Pendjab au moment de la partition, ne fait pas l'ombre d'un doute si les Pachtounes prennent la ville... Tout le monde a en mémoire les récits des atrocités commises quelques jours auparavant sur la population de Baramulla, ville proche de Srinagar tombée aux mains des envahisseurs, livrée au pillage et en partie brûlée.

Aussi, Hari Singh sollicite l'aide militaire expresse de New Delhi.

Si les autorités indiennes sont prêtes à accéder à la demande du Maharaja – d'autant qu'un Jammu-Cachemire occupé par le Pakistan constituerait une menace directe sur le territoire indien – elles mettent le rattachement de son État à l'Union indienne comme condition préalable à une intervention militaire.

Simultanément, l'organisation populaire la plus importante du Cachemire, la National Conference dirigée par le Sheik Mohammed Abdullah, adresse une requête similaire à celle du Maharaja Hari Singh au gouvernement indien. Dans celle-ci, la National Conference exprime son soutien en faveur de l'accession du Jammu-Cachemire au Dominion indien.

Le 26 octobre 1947, Hari Singh signe l'Acte d'accession de son État à l'Union indienne⁴. Accession qui est acceptée sans condition par le Gouverneur général de

⁴ Extraits de la lettre poignante du Maharaja Hari Singh adressée à Lord Mountbatten le 26 octobre 1947 : « [...] Mon cœur saigne quand je vois le nombre de femmes qui ont été enlevées et violées. Les forces sauvages qui déferlent ainsi sur notre État avancent sur Srinagar, dans l'intention de prendre cette ville, capitale d'été de mon gouvernement, comme première étape d'une prise de contrôle de l'État tout entier. L'infiltration massive d'hommes des tribus des zones lointaines de la frontière du Nord-Ouest, qui arrivent par vagues régulières dans des camions par la route Mansehra-Muzzafarabad, armés jusqu'aux dents avec du

l'Inde, Lord Mountbatten, et le gouvernement indien. Dès lors, le Jammu-Cachemire devient officiellement et légalement un état de l'Union indienne comme tous les autres états princiers dont les dirigeants ont signé le même acte d'accession.

Toutefois, dans sa lettre de réponse, Lord Mountbatten fait part à Hari Singh du souhait de son gouvernement « qu'aussitôt la loi et l'ordre rétablis au Cachemire, et son territoire libéré des envahisseurs, la question de l'accession de l'État soit fixée par une consultation du peuple ». Ce « souhait », contraire aux intérêts indiens, deviendra une des clauses principales des différentes résolutions adoptées par l'O.N.U. sur la question du Cachemire.

Dans la nuit du 27 au 28 octobre, au terme d'une opération aéroportée d'une incroyable audace, les troupes indiennes occupent l'aéroport de Srinagar, sécurisent la ville, et dans les jours qui suivent entament la reconquête des territoires occupés⁵. Les soldats indiens sont accueillis avec allégresse par la population de Srinagar et les habitants des villes et villages environnants – toutes confessions religieuses confondues – qui ont subi les persécutions des mercenaires pachtoune. L'armée indienne progresse rapidement et repousse les envahisseurs surpris par la célérité et la puissance de l'offensive – il leur faudra plusieurs mois pour se réorganiser depuis le territoire pakistanais et contre-attaquer.

Mais alors que le théâtre des opérations se déplace vers le Pakistan où les troupes indiennes menacent d'entrer afin de détruire les bases arrières de ces

matériel de pointe, ne peut en aucun cas avoir lieu sans que le gouvernement de la province du Nord-Ouest (North-West Frontier Province) et le gouvernement du Pakistan ne soient au courant. Malgré les demandes répétées de mon gouvernement, rien n'a été tenté pour contrôler ces assaillants ou les empêcher d'envahir mon État. La radio pakistanaise a même annoncé qu'un gouvernement provisoire aurait été constitué au Cachemire. La population de mon État, qu'elle soit hindoue ou musulmane, n'a pris aucune part à ces agissements.

Pour que mon État soit sauvé, une aide doit parvenir de toute urgence à Srinagar. [...] »

⁵ Voici ce qu'écrivit Stanislas Ostrorog, Ambassadeur de France en Inde et au Népal dans les années cinquante, dans un courrier daté du 21 juin 1952 après un voyage au Cachemire : « J'ai parcouru le pays, visitant notamment les lieux qui subirent en 1947 l'invasion des tribus. J'ai vu les restes du pillage et des destructions. J'ai écouté des religieuses européennes, témoins et victimes de ces événements. Il serait injuste de ne pas reconnaître le service rendu par l'armée indienne qui arrêta l'agresseur et le força de reculer. Mais c'est en considérant les choses sur place qu'on découvre toute la complexité du problème avec tout ce qui contrarie une solution conforme à la logique occidentale et aux principes démocratiques. [...] En 1947, les gens des tribus arrivèrent à quelques kilomètres de Srinagar. Si la capitale avait été prise et la grande plaine occupée, toute résistance devenait impossible. Envoyées par avion, les troupes indiennes arrivèrent à la onzième heure. Cette intervention changea tout [...] » (*Courrier d'Orient*, Stanislas Ostrorog, page 74).

commandos – ce qui déclencherait un conflit généralisé avec le Pakistan – les Britanniques, qui n'ont nullement renoncé à leur influence en Asie et dans le monde, vont protéger celui-ci pour préserver leurs intérêts géopolitiques. En effet, leur présence au Pakistan, où ils disposent de bases aériennes, est d'une importance stratégique majeure pour la surveillance de la Russie communiste et, d'autre part, elle leur offre une ouverture avec les États musulmans du Moyen-Orient riches en pétrole. Une éventuelle victoire de l'Inde sur le Pakistan est donc inconcevable pour le gouvernement Attlee car elle signifierait la réunification des deux dominions et à court terme le départ des Britanniques du sous-continent.

Aussi, en parfaite synergie avec Londres, usant et abusant de sa position, Lord Mountbatten presse Nehru d'arrêter l'avance des troupes indiennes pour qu'elles ne pénètrent pas au Pakistan. Il lui suggère de faire appel aux Nations-Unies, afin que l'affaire trouve une solution diplomatique plutôt que de faire usage de la force, arguant que la communauté internationale verrait d'un mauvais œil l'Inde envahir le territoire pakistanais sans mandat – alors qu'en fait il s'agit d'un acte d'autodéfense contre l'agression d'une puissance étrangère, le Jammu-Cachemire faisant légalement partie de l'Inde à ce moment-là. Ceci serait non seulement préjudiciable à l'Inde, mais aussi à l'image d'homme d'État que se veut Nehru, laisse entendre Lord Mountbatten. Bien qu'à contre-cœur Nehru se laisse convaincre.

Malheureusement, tout au long du conflit, Nehru, qui est aussi Ministre des Affaires étrangères, ne consultera pratiquement jamais son cabinet ; le tenant à l'écart de toute décision il va gérer la crise quasiment seul⁶. S'octroyant le rôle de

⁶ Gandhi, qui avait été son mentor sera assassiné le 30 janvier 1948 par un nationaliste indien, Nathuram Godse.

Godse reprochait à Gandhi sa politique pro-musulmane responsable, à ses yeux, de la partition de l'Inde. Il ne lui pardonnait pas non plus d'avoir trahi la confiance des Indiens en acceptant la partition. Il réprouvait ses jeûnes « jusqu'à la mort », utilisés comme pouvoir de coercition à l'encontre du Congrès et des hindous mais jamais pour fléchir la politique de la Ligue musulmane. Aussi, lorsque début janvier 48 Gandhi annonça son intention de poursuivre un jeûne « jusqu'à la mort », pour que cessent les affrontements intercommunautaires en Inde, et aussi pour qu'une partie des réserves financières de l'Inde soit reversée au Pakistan, Nathuram Godse, pour qui cette nouvelle concession à Jinnah était intolérable, décida alors de l'assassiner.

Parmi les conséquences de la partition, il avait fallu procéder au partage des biens cédés par l'Empire et les diviser proportionnellement entre les deux dominions. Les réserves monétaires en faisaient partie et la part revenant au Pakistan s'élevait à 550 millions de roupies. Or, depuis septembre 47, la guerre faisait rage au Jammu-Cachemire, avec son cortège d'atrocités commises par les agresseurs, et en janvier 48 il n'y avait plus

stratège militaire au grand dam des autorités militaires, Nehru supervisera le déploiement des troupes et définira leurs objectifs. Même Sardar Vallabhbaï Patel subira le mépris de Nehru. Pourtant Ministre de l'Intérieur en charge du délicat dossier de l'intégration des États princiers dont il s'était acquitté avec brio, conscient et soucieux des intérêts de la nation, ferme et résolu, Patel ne sera pas associé à la gestion du conflit. L'eut-il été, il aurait certainement tout mis en œuvre pour anéantir les bases arrières pakistanaïses et reconquérir les territoires occupés afin de sécuriser et consolider les frontières indiennes – voire même pour écraser l'armée pakistanaïse et mettre ainsi un terme à la partition en réunifiant les deux dominions.

Le double jeu des Britanniques, à la fois juge et partie – comme le symbolise la position de Lord Mountbatten –, apparaît clairement avec cette invasion.

En effet, après la partition les deux armées sont encore sous commandement britannique, aussi est-il difficile d'imaginer que le Général Douglas Gracey, commandant l'armée du Pakistan, n'ait pas été alerté de cette opération et n'en ait pas informé son homologue britannique en Inde, Sir Rob Lockhart. Curieusement, ce dernier, s'opposa fermement à une intervention militaire au Jammu-Cachemire sous prétexte que ce serait « courir un risque majeur ». Ses avertissements alarmistes s'avérèrent tellement exagérés qu'ils donnèrent naissance à des soupçons selon lesquels Sir Rob Lockhart aurait volontairement trompé sa hiérarchie politique afin d'accorder à Jinnah un libre accès au Cachemire. Le Gouvernement indien le remercia au bout de quatre mois alors qu'il était sous contrat pour quatre ans.

Autre événement troublant, le 1^{er} novembre, dans la province de Gilgit envahie par les Pakistanais et leurs supplétifs, le régiment des éclaireurs musulmans,

l'ombre d'un doute que ceux-ci étaient soutenus par le Pakistan de Jinnah et encadrés par des soldats pakistanais. Aussi, Nehru et Patel s'opposaient à tout paiement tant que la question du Cachemire ne serait pas résolue, estimant que, dans ces conditions, remettre cette somme au Pakistan revenait à lui tendre le « nerf de la guerre » sur un plateau. « Bien entendu, aucun Indien n'aurait démenti un tel point de vue. On ne fait pas cadeau d'une énorme somme d'argent à un pays qui vous fait la guerre. Mais Gandhi était l'exception. » écrit Manohar Malgonkar dans *Les hommes qui tuèrent Gandhi*, p 28. Mais comme à leur habitude, les dirigeants Indiens cédèrent au chantage de Gandhi. Le gouvernement remit les 550 millions de roupies au Pakistan sans aucune contrepartie politique et alors que les troupes pakistanaïses régulières étaient de plus en plus présentes sur le théâtre des opérations au Jammu-Cachemire.

pourtant dirigés par un officier britannique, le Major Brown, se révolte contre la garnison des Dogra – la dynastie de Hari Singh – hisse le drapeau pakistanais et se joint aux envahisseurs, leur ouvrant ainsi la route vers la vallée du Cachemire et de Srinagar sans que le commandement britannique ne réagisse. Dans les jours qui suivirent la prise de Gilgit, les commandos donnent quelques minutes aux hindous et aux sikhs pour choisir entre l'adoption de la foi musulmane ou la mort.

Par ailleurs, bien que ces mercenaires pachtoues soient encadrés par des soldats pakistanais et qu'ils aient été entraînés et équipés d'un armement moderne par les militaires pakistanais sous l'autorité du Colonel Akbar Khan – ce que les militaires britanniques en poste au Pakistan ne peuvent ignorer –, le Premier ministre pakistanais Liaquat Ali Khan, dont Akbar Khan est le conseiller militaire, nie toute implication de son pays dans cette agression – ce que les Britanniques feignent de croire.

Jinnah, Gouverneur général sans l'aval de qui rien ne peut se faire au Pakistan, dit ignorer la présence de combattants armés dans la province. Pour lui, il s'agit d'une insurrection et non d'une invasion. Il avance, comme son Premier ministre, que les tribus pachtoues sont entrées en révolte afin de libérer leurs frères musulmans du joug des Dogra et de les protéger de persécutions dont ils seraient victimes au Jammu-Cachemire – ce qui est totalement faux⁷.

Le 1^{er} janvier 1948, alors que les troupes indiennes victorieuses sont en mesure de reconquérir tous les territoires occupés, Nehru, contre l'avis de Sardar Vallabhbhai Patel, déclare un cessez-le-feu unilatéral et dépose, au nom de l'Inde, selon l'article 35 de la charte des Nations-Unis, une plainte auprès du Conseil de

⁷ En novembre 1947, Lord Mountbatten se rendit à Lahore pour s'entretenir du conflit avec Jinnah. Il lui demanda son avis sur la façon de mettre fin aux combats. Jinnah répondit que les combattants pachtoues et les troupes indiennes qui venaient d'atterrir à Srinagar devaient se retirer simultanément. Jinnah avait pourtant toujours nié avoir la moindre connaissance de l'existence de ces combattants. Pour citer Mountbatten, lorsqu'on lui demanda comment ces Pachtoues pourraient être rappelés, Jinnah répondit que « tout ce qu'il avait à faire, c'était de leur donner l'ordre de se montrer au grand jour, et de les avertir que s'ils n'obtempéraient pas, il déploierait d'importantes forces le long de leurs lignes de communication. En fait, si j'étais prêt à me rendre à Srinagar en avion avec lui, il donnerait sa garantie que l'affaire serait réglée dans les 24 heures. » Dans une note à Nehru, exemple typique de la litote britannique, le Gouverneur Général de l'Inde écrivit qu'il « exprimait un léger étonnement quant à l'ampleur du contrôle que Jinnah semblait exercer sur ces combattants ».

sécurité. Nehru y dénonce l'agression pakistanaise contre l'État du Jammu-Cachemire – appartenant désormais officiellement à l'Union indienne –, et l'occupation illégale d'une importante partie de son territoire par des combattants pakistanais et des mercenaires pachtounes, ainsi que leur barbarie à l'encontre de la population civile. Et il demande au Conseil de sécurité d'intervenir auprès des autorités pakistanaises afin qu'elles cessent immédiatement d'appuyer les forces d'occupation. Sans quoi, conclut Nehru, l'Inde, en légitime défense, se verrait contrainte d'intervenir militairement sur le sol pakistanais dans les territoires limitrophes du Jammu-Cachemire pour y détruire leurs concentrations, ce qui serait préjudiciable pour la paix internationale⁸. Et, fort du soutien apporté par la National Conférence et des informations transmises par ses services de renseignements sur l'état d'esprit des populations qui, révoltées par les événements tragiques de Baramulla, sont en faveur de l'union avec l'Inde, Nehru propose « généreusement » qu'un plébiscite soit organisé pour résoudre la question du Cachemire, avec toutefois comme préalable le retrait des troupes d'occupation.

Le gouvernement pakistanais, bien sûr, plaide non coupable auprès du conseil et avance l'argument fallacieux que l'intervention de New Delhi n'a pour seule finalité l'invasion du Pakistan⁹.

⁸ Il est intéressant de rappeler la lettre que Nehru écrivit à Lord Mountbatten le 20 décembre 1947 : « Allons-nous permettre au Pakistan de poursuivre l'entraînement de nouvelles armées d'invasion et de permettre l'utilisation de son territoire comme base de ces attaques ? Il est évident que la conduite à tenir serait pour nous de frapper ces concentrations et leurs lignes de communication sur le territoire pakistanais. Ce serait l'action la plus efficace du strict point de vue militaire. Nous y avons renoncé pour des raisons politiques. Mais nous aurons à reconsidérer cette position car la situation actuelle est intolérable. Si le Pakistan n'est pas prêt à mettre un terme à cette guerre, ni même à essayer de rappeler les envahisseurs, nous devons intervenir nous-mêmes, quitte à pénétrer dans certaines parties du Pakistan pour détruire ces concentrations. Ceci implique un risque de guerre avec le Pakistan. Nous souhaitons éviter cette guerre, mais ce serait nous bercer d'illusions de nous imaginer que nous y échapperons aussi longtemps que les opérations actuelles se poursuivent des deux côtés. »

Cinquante six ans après – rien n'ayant été mis en œuvre par la communauté internationale et les gouvernements indiens successifs pour éradiquer ces « concentrations » – les infiltrations vers l'Inde de combattants à la solde d'Islamabad se poursuivent toujours, mais aujourd'hui elles se font depuis les territoires occupés au Jammu-Cachemire par les Pakistanais en 1947. Et les dirigeants indiens continuent de tenir des propos similaires à ceux de Nehru pour les condamner...

⁹ Depuis, l'argument d'une menace que ferait peser sur le Pakistan une Inde aux velléités hégémoniques a toujours été utilisé par les militaires et les dirigeants pakistanais pour justifier le budget exorbitant alloué à l'armée. L'Inde n'a pourtant jamais attaqué son voisin qui, après l'agression de 1947, l'envahira à nouveau en

Comme l'avait espéré Lord Mountbatten, le recours à l'O.N.U. enrayer la progression des troupes indiennes et éloigne le risque d'une escalade du conflit en territoire pakistanais.

Par la suite, la plainte indienne va s'enliser dans les méandres de la diplomatie internationale dominée par la Guerre froide. Brandissant la menace d'une invasion de son territoire par l'Inde et le spectre d'une possible réunification des deux dominions, le Pakistan saura aussi marchander habilement sa position d'allié stratégique de l'Occident dans la région en instrumentalisant la menace communiste russe – comme aujourd'hui celle du terrorisme – afin de faire valoir ses revendications sur le Jammu-Cachemire auprès des Britanniques. Les diplomates britanniques feront le reste, surtout Noël Baker, le Secrétaire des relations avec le Commonwealth (Commonwealth Relations Secretary), qui affichera une attitude outrageusement pro-pakistanaise. Par exemple, il qualifiera de « provocation » l'acceptation par l'Inde de l'accession du Jammu-Cachemire.

Et pendant que l'idéaliste Nehru, sûr de son droit et du soutien populaire, espère naïvement en une solution diplomatique émanant de l'O.N.U. – rappelons à sa décharge que l'accession était parfaitement légale – les troupes pakistanaises profitent de la situation et tentent de conquérir un maximum de territoire au Baltistan et au Ladakh en vue des futures négociations. Ainsi, en février 1948, l'état major pakistanais lance l'opération « Traîneau » dont le but est d'envahir le vaste plateau du Ladakh. Cette fois-ci plus question de libérer les frères musulmans de quelque joug que ce soit car à cette époque ils ne sont qu'une infime poignée au Ladakh, très majoritairement peuplé de bouddhistes. Autre motivation à cette invasion par le Pakistan, financièrement aux abois, les trésors des gompas bouddhistes [monastères]. Un millier de mercenaires pachtounes et d'éclaireurs venant de la région de Gilgit s'avancent vers Leh, la capitale du Ladakh. Ils seront repoussés grâce à l'intervention héroïque d'un jeune officier bouddhiste, le capitaine Prithvi Chand, et en juin 1948, le colonel Chewwang Rinchen stoppe l'avancée de ces commandos pakistanais dans la vallée de la Nubra.

1965 et 1999. Le Pakistan tentera aussi de s'emparer du Jammu-Cachemire sous contrôle indien lors du conflit de 1971 consécutif à l'intervention indienne au Pakistan Oriental en faveur de la guérilla sécessionniste bangladais.

Il ne fait alors plus l'ombre d'un doute pour personne que le Pakistan est engagé activement sur le théâtre même des opérations. Et en juillet 1948, les militaires pakistanais admettent à la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (U.N.C.I.P.) que trois brigades régulières combattent aux côtés des mercenaires pachtoues.

Ainsi, les machinations politiques des diplomates britanniques, principalement Lord Mountbatten et Noël Baker, et les décisions de Nehru auront favorisé la progression des troupes pakistanaises au Jammu-Cachemire d'où elles ne se retireront jamais.

Les résolutions de l'O.N.U.

Quel est donc le contenu de ces résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité de l'O.N.U.¹⁰ que l'Inde n'aurait supposément pas respectées, auxquelles font couramment référence les autorités pakistanaises et les médias ?

Le 20 janvier 1948, le Conseil de Sécurité des Nations Unies décide, par sa résolution 39, la création d'une commission chargée de résoudre le « contentieux » entre l'Inde et le Pakistan : la Commission des Nations-Unies pour l'Inde et le Pakistan (U.N.C.I.P.). Celle-ci va passer deux résolutions majeures, toutes deux acceptées par les belligérants, celles du 13 août 1948 et du 5 janvier 1949.

La résolution d'août 1948 reprend dans ses grandes lignes la résolution 47 adoptée par le Conseil de Sécurité le 21 avril. Si elle reconnaît l'intrusion des troupes pakistanaises au Jammu-Cachemire, elle ne fait aucune référence à la plainte déposée par l'Inde en janvier pour l'agression de son territoire par le Pakistan – le Jammu-Cachemire ayant accédé à l'Union indienne en octobre 1947. Par cette omission cette résolution désavoue implicitement l'accession du Jammu-Cachemire à l'Inde suivant en cela pour partie l'avis de Noël Baker pour qui celle-ci était une « provocation », comme nous l'avons déjà évoqué. Et désormais il ne sera plus question de l'agression pakistanaise contre l'Inde mais de « dispute » ou de « contentieux » entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Jammu-Cachemire. De

¹⁰ Voir liste dans les références en fin de document.

plaignant, New Delhi est donc devenue pour l'O.N.U. en partie co-responsable de la situation prévalant au Jammu-Cachemire.

Pourtant, le 4 février 1948, le représentant des États-Unis auprès de l'O.N.U., Warren Austen, déclarait : « Les relations extérieures du Cachemire ne sont plus du ressort du Maharaja [...] avec l'accession du Jammu-Cachemire à l'Inde, cette souveraineté relève de l'Inde et est exercée par l'Inde, et c'est pour cela que l'Inde est ici en tant que plaignant... »

Cette résolution d'août 1948 comporte trois points, trois étapes à suivre par les gouvernements indiens et pakistanais. Le premier point définit les modalités d'un cessez-le-feu entre les deux armées et le second celles du retrait de leurs troupes. La collusion entre l'armée pakistanaise et les commandos de mercenaires pachtounes, ainsi que son invasion du Jammu-Cachemire y sont clairement reconnues. En effet, il est demandé au gouvernement pakistanais de tout mettre en œuvre pour faciliter le retrait de ces commandos et de tous les ressortissant pakistanais entrés illégalement au Jammu-Cachemire pour combattre. Les territoires, une fois évacués, seront administrés par les autorités locales sous la supervision de l'U.N.C.I.P. Et ce n'est seulement qu'après que la Commission aura constaté le retrait total des forces pakistanaises et de leurs supplétifs que l'Inde devra commencer le retrait de ses propres troupes. Toutefois, New Delhi est autorisée à maintenir une force suffisante afin d'assister les autorités locales au maintien de l'ordre et de la loi sur le territoire occupé par ses troupes au moment du cessez-le-feu. Et ce n'est qu'une fois ces deux points implémentés que le troisième pourra être abordé, à savoir que le futur statut de l'État du Jammu-Cachemire soit déterminé selon la volonté de son peuple. Et à ce moment là, il est question de la population de l'intégralité de cet État, soit la vallée du Cachemire, la province du Jammu et le Ladakh sous contrôle indien, mais aussi les provinces de Gilgit, du Baltistan, du Nord-Ouest et la partie du Cachemire sous contrôle pakistanais. Or aujourd'hui, lorsque l'on évoque la crise cachemirienne et les résolutions de l'O.N.U., il n'est plus question que du statut de la seule vallée du Cachemire sous contrôle indien.

Il est à noter que, du fait qu'elle autorise le maintien de troupes indiennes, cette résolution reconnaît l'autorité de l'Inde sur le Jammu-Cachemire jusqu'à ce que son peuple se soit prononcé.

Le gouvernement pakistanais ne respectera pas le cessez-le-feu et ne procédera pas au retrait de ses troupes. Bien au contraire celles-ci seront renforcées au point d'être décrites par le conseiller militaire de l'U.N.C.I.P. comme « une force formidable » et elles poursuivront leurs opérations d'infiltration. Aussi, la tension restera très vive entre les deux pays jusqu'à la fin de l'année 1948.

Il faudra attendre le 31 décembre, une minute avant minuit, pour que l'Inde et le Pakistan, sous la pression internationale, signent un accord officiel de cessez-le-feu qui entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1949.

La guerre s'achève sans que les agresseurs soient clairement condamnés et fermement sanctionnés malgré les atrocités commises, et sans que le statut du Jammu-Cachemire ne soit clarifié. Les Pakistanais occupent les 2/5 de son territoire : le « Pakistan Occupied Kashmir » (P.O.K.) – « l'Azad Kashmir », le « Cachemire libre » pour le Pakistan –, ainsi que les provinces du Nord-Ouest, de Gilgit et du Baltistan.

La résolution du 5 janvier 1949 qui suit le cessez-le-feu est complémentaire de la précédente. Elle préconise que l'accession de l'État du Jammu-Cachemire, à l'Inde ou au Pakistan – l'indépendance est exclue –, soit déterminée de façon démocratique par un plébiscite libre et impartial sous les auspices de l'O.N.U., dont elle fixe les grandes lignes. Et, conformément à la résolution de 1948, le pré-requis à l'organisation de ce plébiscite est la totale démilitarisation de la partie du Jammu-Cachemire occupée illégalement par les troupes pakistanaises puis le retrait partiel des troupes indiennes.

Le 14 mars 1950, constatant que la démilitarisation du Jammu-Cachemire n'est toujours pas effective, le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. adopte la résolution 80 qui met fin à l'U.N.C.I.P. et désigne Sir Owen Dixon comme son représentant officiel direct ayant la charge de superviser le programme de démilitarisation tel qu'il est défini dans les deux précédentes résolutions de 48 et 49.

Un an après, sur la base d'un rapport de Sir Owen Dixon, le Conseil de Sécurité adopte une nouvelle résolution qui s'apparente à un constat d'échec. Le Conseil se borne à y réaffirmer son rôle dans la recherche d'une solution à « la dispute » entre l'Inde et le Pakistan, et, rappelant les résolutions de 48 et 49, il insiste auprès de leur gouvernement pour qu'ils arrivent rapidement à un accord sur la démilitarisation qui

n'a toujours pas commencé. Le Dr Franck Graham qui succède à Sir Owen Dixon se voit confié la même mission que ce dernier. Mais le Conseil ne semble guère optimiste quant à la réussite de celle-ci. En effet, si aucun accord n'est obtenu dans les trois mois, il est demandé au Dr Graham de rapporter au Conseil les points de divergence entre les deux belligérants par rapport aux modalités fixées dans les résolutions de 48 et 49 qu'ils avaient pourtant acceptées.

Le 10 novembre 1951, nouvelle résolution de l'O.N.U., la résolution 96, qui suit le rapport du Dr Graham présenté au Conseil de Sécurité le 18 octobre. Le Conseil se félicite des déclarations de bonnes intentions des deux parties qui se disent déterminées à obtenir un accord pacifique. Mais si l'Inde et le Pakistan affichent une volonté de respecter le cessez-le-feu et se disent toujours favorables à l'organisation d'un plébiscite sous les auspices de l'O.N.U., aucun progrès n'est enregistré sur le plan de la démilitarisation – rappelons-le, pré-requis à ce plébiscite.

Mais le gouvernement pakistanais ne retirera jamais ses troupes, sachant très bien que suite aux atrocités commises par celles-ci et ses commandos de mercenaires sur les populations, et du fait de la nature même de l'islam cachemiri fortement imprégné d'hindouisme, les Cachemiris ne choisiraient pas le rattachement au Pakistan. En conséquence, les troupes indiennes resteront elles aussi sur leurs positions. Aussi, les résolutions qui suivront ne feront que constater la non implémentation des clauses relatives à la démilitarisation de l'État du Jammu-Cachemire définies par les résolutions de 1948 et 1949.

Il est intéressant de noter qu'au fil des ans l'occupation pakistanaise va devenir un fait accompli, et il ne sera plus fait mention du Pakistan en tant qu'agresseur alors que, conformément à l'Acte d'accession signé par Hari Singh et aux résolutions de l'O.N.U., le Jammu-Cachemire faisait légalement partie de l'Union indienne, du moins jusqu'aux résultats du plébiscite.

En ce qui concerne le choix du statut du Jammu-Cachemire sous contrôle indien, l'Assemblée constituante de l'État, démocratiquement élue, ratifie en février 1954 son accession à l'Union indienne, et elle adopte en 1956 la Constitution du Jammu-Cachemire qui déclare que l'accession à l'Inde est « finale et irrévocable ». Mais, bien que le représentant de l'Union Soviétique à l'O.N.U. déclare que « la question de l'accession du Cachemire a été résolue par le peuple lui-même [...] qui a décidé que le Cachemire est une partie intégrante de la République indienne »,

l'O.N.U. rappelle dans sa résolution du 24 janvier 1957 que cette accession ne peut se faire que dans le cadre des différentes résolutions adoptées par le Conseil depuis 1948. Et son Président, Monsieur Gunnar Jarring, s'inquiète du fait que si les résolutions ne sont pas implémentées rapidement il sera de plus en plus difficile de parvenir à une solution conforme à celles-ci – la situation dans la région ayant considérablement changé depuis leur adoption.

Le Dr Franck Graham lui fait écho en mars 1958 en avançant qu'il est devenu impossible d'amener les deux belligérants à appliquer la résolution de 1948.

Si, dès 1958, l'O.N.U. faisait ce constat d'échec au regard des changements survenus au Jammu-Cachemire – principalement le renforcement des troupes et l'évolution politique – les événements qui suivront ne pouvaient que rendre ces résolutions totalement obsolètes.

En effet, comme nous l'avons évoqué, le Jammu-Cachemire sous contrôle indien s'est doté en 1951 d'une Assemblée constituante et cette Assemblée a adopté en 1956 la Constitution de cet état qui déclare que l'accession du Jammu-Cachemire à l'Inde est « finale et irrévocable ». Par ailleurs, l'Inde – devenue une république depuis 1950 – a octroyé au Jammu-Cachemire un statut spécial défini par l'article 370 de sa Constitution. Celui-ci lui accorde des droits et privilèges particuliers en matière de politique intérieure et, également, en faveur des populations autochtones.

D'autre part, les territoires occupés par le Pakistan vont subir un important changement démographique, particulièrement dans la région du Cachemire occupé par le Pakistan (P.O.K.), au détriment des Cachemiris et en faveur des Punjabis pakistanais, ethnie majoritaire qui, au Pakistan, contrôle les hautes sphères de l'État et de l'administration, modifiant ainsi les règles du jeu initiales concernant un éventuel plébiscite.

Et en 1963, le Pakistan, si prompt aujourd'hui à brandir les résolutions de l'O.N.U., décide de façon unilatérale de donner à sa fidèle alliée, la Chine, une partie du Jammu-Cachemire, le Shaksgam, qu'il occupe illégalement et ce sans consulter sa population. Ce territoire est toujours occupé aujourd'hui tout aussi illégalement par la Chine sans que la communauté internationale ne s'en émeuve, et il reste un contentieux entre l'Inde et la Chine, tout comme l'Aksaï Chin, cette importante partie du Ladakh annexée par la Chine dans les années 50 au nez et à la barbe des

autorités indiennes¹¹. Bien que nous ne développons pas dans cette étude le rôle de la Chine – trop souvent oublié – il est à signaler que celui-ci est prépondérant dans l'imbroglio cachemiri du fait de la complicité de la Chine avec le Pakistan et son hostilité à l'Inde.

En conséquence de tous ces changements, lorsque la situation au Jammu-Cachemire sera à nouveau évoquée au Conseil de sécurité, après une nouvelle agression pakistanaise contre l'Inde en 1965, il ne sera plus fait mention des résolutions de 1948 et 1949.

Ainsi, les conditions préalables à l'organisation d'un plébiscite auprès du peuple du Jammu-Cachemire n'auront jamais été réunies¹², et de fait les Nations Unies n'ont jamais demandé à l'Inde de conduire une telle consultation.

Aussi, il est assez ironique de constater que le Pakistan, responsable de la non implémentation de ces résolutions lorsqu'elles ont été adoptées par l'U.N.C.I.P., se référant au seul plébiscite, demande aujourd'hui à New Delhi de les appliquer, qui plus est dans la seule partie du Jammu-Cachemire sous autorité indienne, et ce, alors qu'elles sont devenues totalement obsolètes au regard de changements auxquels ce même Pakistan a largement contribué. De toute évidence, par cette revendication du droit du peuple cachemiri à disposer de lui-même, les autorités pakistanaises cherchent à exploiter sur le plan international les velléités

¹¹ Ces années là, Nehru, fasciné par la personnalité de Mao et la révolution chinoise, poursuit une politique résolument pro-chinoise que célèbre le slogan qu'il lance : « Hindi-Chini-Bhai-Bhai » (les Indiens et les Chinois sont frères). Nehru n'hésitera pas à sacrifier le Tibet envahi par la Chine maoïste en 1950 sur l'autel de cette « amitié ». Fin stratège, Mao invite Nehru à Pékin en 1954 où ce dernier reçoit un accueil triomphal par plus d'un million de personnes venues l'acclamer « spontanément », agitant des petits drapeaux indiens. Grisé, Nehru, que Mao a habilement flatté, se veut le chantre de la Chine communiste et il fermera les yeux sur la tragédie qui se déroule sur le Toit du monde. Profitant de l'aveuglement de Nehru, les Chinois entreprennent dès 1955 la construction de routes sur le plateau du Ladakh qui relie le Tibet au Singkiang, s'accaparant ainsi plusieurs milliers de km² de territoires indiens rebaptisés Aksai Chin. Informé par son armée, Nehru cachera ce fait à la nation pendant trois années, préférant brader l'intégrité du territoire indien plutôt que de perdre « l'amitié » de Zhou en Lai, le Premier ministre chinois. En 1959, Nehru déclarera à la Chambre des députés « que pas même une pousse d'herbe » ne poussait en Aksai Chin, alors « pourquoi faire tant d'histoires pour quelques rochers ». Il faudra attendre l'agression chinoise de 1962, avec la déroute de l'armée indienne, pour que Nehru reconnaisse enfin son fourvoiement. Il ne s'en remettra jamais et décèdera en 1964 laissant à l'Inde le problème non résolu du tracé des frontières avec la Chine.

¹² Bien au contraire, à ce jour le Pakistan n'a non seulement toujours pas démilitarisé les territoires occupés illégalement, mais il y héberge des camps d'entraînement de terroristes fondamentalistes musulmans de toutes nationalités – Arabes, Afghans, Tchétchènes et Pakistanais – qui mènent la djihad, « guerre sainte », au Cachemire.

sécessionnistes d'organisations cachemiries qu'elles contrôlent, ainsi que l'instabilité et la violence qu'elles ont contribuées à instaurer au Jammu-Cachemire par l'intermédiaire de terroristes et mercenaires enrôlés par des organisations islamistes ayant pignon sur rue au Pakistan.

À suivre...

Laurent Baldo

Juin 2004

© Jaïa Bharati

(Laurent Baldo a vécu sept ans en Inde, pays où il retourne régulièrement et où il a de nombreux contacts. Il est membre fondateur de l'association [Jaïa-Bharati](#) dont il est Président.)

Références :

- *The History and Culture of the Indian People*, General Éditor R.C. Majumdar, Ed. Bharatiya Vidya Bhavan, Bombay 1955.
- [L'Inde et la Renaissance de la Terre](#), Sri Aurobindo, Ed. Institut de Recherches Évolutives, Paris, 1998.
- *Histoire de l'Inde*, A. Daniélou, Ed. Fayard, Paris, 1971.
- [Un Autre regard sur l'Inde](#), F. Gautier, Ed. du Tricorne, Genève, 2000.
- *La politique française de Nehru (1947-1954)*, Claude Arpi, Collection des Pavillons, Auroville Pess, 2002, 92 pages.
- *Les hommes qui tuèrent Gandhi*, Manohar Malgonkar, Traduit de l'anglais par Patrice Shankar Ghirardi, Éd. du Cerf, Paris, 1998.
- *Courrier d'Orient*, Stanislas Ostrorog, Ambassadeur de France en Inde et au Népal, Presses Universitaires de Nancy, 1991.
- [Tibet le pays sacrifié](#), Claude Arpi, Éditions Calmann-Lévy, 2000, 327 pages. Épuisé.
- *Restructuring Pakistan*, Maj. Gén. Vinod Saighal, Ed. Manas Publications, New-Delhi, 2002.
- *Guerres contre l'Europe*, Alexandre Del Valle, Ed. des Syrtes, Paris, 2001.
- [Mr Straw, do you know who created the Kashmir mess ?](#), Claude Arpi, publié dans le journal indien online Rediff.com, mai 2002.
- [Land of the Passes](#), Claude Arpi, journal indien online Rediff.com, juillet 2002.
- *Word of the wises*, Claude Arpi, journal indien online Rediff.com, 14 mai 2003.
- *Kashmir - The Crown of India*, Prof. L. N. Dhar, Vivekananda Kendra, Kanyakumari, Inde, juin 1984. Site internet <http://www.kashmir-information.com/>

- Documentaire sur l'épuration ethnique des pandits Cachemiris, *And the World Remained Silent* par Ashok Pandit.
- J&K FAQ - Frequently Asked Questions, compilé par CIFJKINDIA Team.
Site internet : <http://www.cifjkindia.org>
- [Let's we forget](#) de B. Raman, publié dans l'hebdomadaire indien Outlook en février 2002.
- *Troubles in Tachkent*, Kuldip Nayar, journal indien online Rediff.com.
- *The errors of Simla*, J. N. Dixit, journal indien online Rediff.com. Jyotindra Nath Dixit fut Ministre des affaires étrangères en Inde et était member du ministère des affaires étrangères au moment des accords de Simla auxquels il participa.
- Rapport d'information, Sénat, Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Mission effectuée du 3 au 10 juin 2002 en Inde et au Pakistan. (<http://www.senat.fr/rap/r01-336/r01-3360.html>)
- *Inde – Pakistan : mutations et crises*, Le Monde, dossier et documents, n° 325 – Novembre 2003
- **Résolutions O.N.U.** : URL : www.ummah.org.uk/kashmir/unres

1948

17 janvier – Document n° S/651 - Résolution 38 ; soumise par le représentant de la Belgique, adoptée par le Conseil de sécurité.

Pour : Argentine, Belgique, Canada, Chine, Colombie, France, Syrie, Grande-Bretagne, USA - *Contre* : Personne - *Abstention* : Ukraine et URSS.

21 avril – Document n° S/726 - Résolution 47 ; soumise conjointement par les représentants de Belgique, Canada, Chine, Colombie, Grande-Bretagne et USA et adoptée par le Conseil de sécurité.

Pour : Argentine, Canada, Chine, France, Syrie, Grande-Bretagne, USA. *Contre* : Personne - *Abstention* : Belgique, Colombie, Ukraine SSR et URSS.

3 juin – Document n° S/819 - Résolution 51 soumise par le représentant de la Syrie et adoptée par le Conseil de sécurité.

Pour : Argentine, Belgique, Canada, Colombie, France, Syrie, Grande-Bretagne, USA. - *Contre* : Personne - *Abstention* : Chine, Ukraine SSR et URSS.

13 août – Document n° S/1100, Para 75, daté du 9 novembre 1948. Résolution adoptée par les Nations-Unies, Commission pour l'Inde et le Pakistan. Adoptée à l'unanimité.

1949

5 janvier – Document n° S/1196, Para IS, daté du 10 janvier 1949 ; Résolution adoptée par les Nations-Unies, Commission pour l'Inde et le Pakistan. Adoptée à l'unanimité.

1950

14 mars – Document n° S/1469 - Résolution 80 soumise par les représentants de Cuba, Norvège, Grande-Bretagne et USA et adoptée par le Conseil de sécurité.

Pour : Chine, Cuba, Équateur, Egypte, France, Norvège, Grande-Bretagne et USA - *Contre* : Personne - *Absent* : URSS. *Abstention* : India, Yougoslavie.

1951

30 mars – Document n° S/2017/Rev1 - Résolution 91 soumise par les représentants de Grande-Bretagne et USA et adoptée par le Conseil de sécurité.

Pour : Brésil, Chine, Équateur, France, Pays-Bas, Turquie, Grande-Bretagne et USA. *Contre* : Personne *Abstention* : Inde, URSS et Yougoslavie.

10 novembre – Document n° S/2392 - Résolution 96 concernant la question Inde-Pakistan adoptée par le Conseil de sécurité.

Pour : Brésil, Chine, Équateur, France, Pays-Bas, Turquie, Grande-Bretagne, USA et Yougoslavie. *Contre* : Personne - *Abstention* : Inde et URSS.

1952

23 décembre – Document n° S/2883, daté du 24 décembre 1952 - Résolution 98 adoptée par le Conseil de sécurité.

Pour : Brésil, Chili, Chine, France, Grèce, Pays-Bas, Turquie, Grande-Bretagne et USA. *Contre* : Personne - *Abstention* : URSS.

1957

24 janvier - Résolution 122 adoptée par le Conseil de sécurité.

Pour : Australie, Chine, Colombie, Cuba, France, Irak, Philippines, Suède, Grande-Bretagne et USA. *Contre* : Personne - *Abstention* : URSS.

21 février – Document n° S/3793 - Résolution 123 adoptée par le Conseil de sécurité.

Pour : Australie, Chine, Colombie, Cuba, France, Irak, Philippines, Suède, Grande-Bretagne et USA. - *Contre* : Personne - *Abstention* : URSS.